



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 05 SEPTEMBRE 1999

N° 270 PRIX 4 FF



COTE D'IVOIRE

LES

EMPOISONNEURS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire:
- La nécessité de
s'organiser pour se
défendre...

Page 7
Mali-Mauritanie-Séné-
gal: Le capitalisme
en crise engendre le
banditisme

Page 8
Sénégal: Les requins
de l'importation du
riz se frottent les
mains.

Page 9
Régularisation
immédiate des sans-
papiers!

Page 10
Afrique: La misère
pousse des jeunes à
l'exil

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

LES EMPOISONNEURS

Alassane Ouattara n'est pas un ami des travailleurs. C'est une copie conforme de Houphouët dont il avait été le Premier ministre ou de Bédié, dont il avait été l'alter ego parmi les hauts dignitaires du régime. Son élection ne changerait en rien la vie des travailleurs: il serait aussi anti-ouvrier, aussi dévoué aux riches que l'est celui qui occupe aujourd'hui le fauteuil présidentiel.

Cela dit la campagne crapuleuse et ordurière déclenchée contre lui par le régime et par les prostitués de la plume au service de ce dernier concerne tous les travailleurs. Car cette campagne portant sur les origines réelles ou supposées de Ouattara véhicule, au nom de cette stupidité sans nom qu'est "l'ivoirité", le mépris de l'étranger et la haine ethnique.

On sait où la haine ethnique avait conduit au Rwanda ou plus près encore, au Libéria. On sait l'étendue des massacres, on sait les souffrances et il ne faut pas beaucoup d'imagination même à ceux qui n'ont jamais mis le pied ni au Rwanda, ni même au Libéria, pour comprendre que les peuples de ces pays, toutes ethnies confondues, payeront pendant des générations les conséquences matérielles et morales des affrontements ethniques.

Or, au Rwanda, les massacres ont été préparés, pendant des mois, par la démagogie de cette "Radio des mille collines", qui jouait sur l'ethnisme pour soutenir la clique au pouvoir. Bien avant que les extrémistes sanguinaires au service du pouvoir ou les abrutis qui se sont laissé entraîner par la propagande ethniste tuent à coups de haches, de machettes ou de couteaux, les journalistes de cette radio avaient tué avec leurs paroles.

Ce sont eux qui ont commencé à aiguiser les préjugés ethnistes, à en fabriquer là où il n'y en avait pas, à les aggraver, à dresser les ethnies les unes contre les autres. Voilà ce qu'est en train de faire la clique au pouvoir en Côte D'Ivoire. Voilà ce que sont en train de faire les pisse-copies de Fraternité Matin, de National ou de Démocrate. Mais les journaux proches du RDR ou du

FPI valent à peine mieux car ils répondent sur le même terrain, celui des origines de Bédié ou de la nationalité de ses parents.

Qu'est-ce que ça peut nous faire que la mère ou le père de Ouattara ou de Bédié soient nés en Côte d'Ivoire ou ailleurs? Ils sont des ennemis des travailleurs et tout à fait "étrangers" à la population pauvre, à ses problèmes, à ses aspirations, à ses intérêts, ça oui! Mais ce n'est pas à cause de leurs origines nationales et ethniques, mais parce qu'ils sont vendus corps et âme au monde des riches dont ils font partie.

Disons-nous bien, que la principale victime de cette campagne, ce ne sera même pas Alassane Ouattara. Au pire des cas pour lui, il ne risque que son élection. Mais la population payera, et très cher, si le poison de l'ethnisme et de la xénophobie se répand parmi elle.

Dans ce pays où il y a une soixantaine d'ethnies et où beaucoup d'entre elles sont à cheval sur plusieurs pays, inoculer ce poison aux travailleurs et aux pauvres, c'est, au minimum, rendre la vie de plus en plus difficile dans les quartiers voire, à l'intérieur des cours communes, c'est au minimum multiplier les disputes entre les originaires des différentes ethnies. Pour les riches, pas de problème, chacun peut vivre sa vie dans sa villa, et d'ailleurs, entre riches, ils savent s'entendre.

Propager le poison ethniste parmi les travailleurs, c'est aussi les priver dans les entreprises ou sur des chantiers, de la solidarité minimale sans laquelle ils ne pourront même pas sauver leur dignité et à plus forte raison, résister à ceux qui les exploitent

et qui les réduisent à la misère.

Ceux qui écrivent les torchons ethnistes et ceux qui les inspirent, ont fait des études, se croient plus cultivés et intelligents que les autres. Le jour où leurs plumes seront relayées par des couteaux ou par des machettes, certains d'entre eux s'en laveront les mains, et dénonceront l'ignorance et la barbarie de la population. Mais ce sont eux qui arment, dès aujourd'hui, les mains des assassins de demain. Et si les hostilités ethnistes qu'ils ont soulevées tournent à la catastrophe, comme au Libéria ou au Rwanda, les inspireurs de la campagne actuelle auront toujours la ressource d'aller s'installer ailleurs. Eux, ils ont l'argent et les relations pour cela. Pas la majorité de la population. Pas les travailleurs.

Alors, ne les laissons pas faire. On ne peut sans doute pas les empêcher de déverser leur bile dans les journaux parce que pour ces gens-là, mentir, servir les riches et les puissants - ceux d'aujourd'hui pour les uns, ceux de demain pour les autres - vendre leur cerveau, et leur capacité d'écrire au plus offrant, c'est cela, la liberté de la presse. Mais nous pouvons au moins mépriser ce qu'ils disent ou écrivent et se garder de tout contact avec eux, car ils sont porteurs d'un virus plus dangereux que celui du SIDA, et plus contagieux. Nous pouvons, au moins dans nos rangs, préserver la fraternité et la solidarité entre travailleurs et entre pauvres, notre seule arme pour nous défendre aujourd'hui, et pour nous débarrasser demain d'une organisation économique et sociale qui non seulement nous maintient dans la misère matérielle, mais nous conduit tout droit vers la barbarie.

COTE D'IVOIRE

HAUSSES DE PRIX, MISERE ACCRUE
LA NECESSITE DE S' ORGANISER POUR
SE DEFENDRE!

Le 25 août dernier, la population exaspérée par une nouvelle augmentation de 50% du coût du transport suite à la hausse du prix du pétrole, est descendue dans la rue. C'est en particulier la population de la commune de Yopougon, un quartier populaire de la ville d'Abidjan, qui avait pris, comme d'habitude, les devants du mouvement. Partout dans le quartier, les jeunes aidés par les femmes vont placer des barricades pour empêcher la circulation des "Gbaka" et taxis communaux. Et c'est lors de ce coup de colère légitime pour protester contre cette nouvelle manière de pressurer encore plus la population pauvre qui déjà n'en peut plus, que la police de Dibonan a fait encore une nouvelle victime.

Cette police qui, comme d'habitude, a la gâchette facile, a utilisé cette fois-ci les bombes lacrymogènes comme vraies armes pour frapper en plein visage un jeune homme. Ce n'était pas un hasard mais au contraire la manière voulue par la machine oppressive de l'Etat pour faire peur à tous ceux qui veulent manifester leur colère, surtout à la population laborieuse dont la situation se dégrade de plus en plus.

Alors la hausse du prix du pétrole et des transports est une véritable provocation.

Les masses pauvres vivent dans une misère sans nom. Combien sont les travailleurs qui, avant même la hausse des prix, étaient contraints de prolonger leurs journées de travail par des heures de marche, car ils étaient dans l'incapacité de consacrer au transport une fraction importante de leur salaire? Comment

feront-ils demain pour les déplacements qu'ils ne peuvent pas faire à pied? Comment feront les chômeurs, les paysans pauvres? Et la hausse du prix des transports entraînera, entraîne déjà en cascade, celle de toutes les marchandises indispensables!

Ceux qui ont pris cette décision, les richissimes trusts du pétrole, le gouvernement, ont le cynisme de parler de la "bonne santé" de l'économie ivoirienne, de croissance à deux chiffres! Mais c'est seulement le signe qu'il y a deux pays en un seul; que leur Côte d'Ivoire et celle de la majorité de la population, ce n'est pas le même pays.

Pour la petite minorité de riches, d'affairistes, de propriétaires d'usines ou de plantation, de banquiers, de gros commerçants, sans parler des escrocs en tout genre et des politiciens comme des hauts fonctionnaires qui s'enrichissent en volant l'Etat, la Côte d'Ivoire est un Eldorado où l'on peut s'enrichir vite et beaucoup. Mais pour la majorité, pour ceux dont le travail -quand ils en ont un- enrichit les autres, pour les ouvriers et les employés mal payés, pour les petits paysans qui nourrissent tout le monde et qui ont du mal à se nourrir eux-mêmes, la simple survie au jour le jour est un problème. Et c'est cette survie même que menace chaque hausse générale des prix.

Alors, ceux qui ont réagi avaient mille fois raison. Ceux qui ont manifesté à Yopougon, ou dressé des barricades à Songon et aux abords de Dabou, ont choisi la seule méthode susceptible de faire reculer

abords de Dabou, ont choisi la seule méthode susceptible de faire reculer ceux qui nous gouvernent: la protestation violente. Car on pouvait et on peut encore faire reculer le gouvernement sur cette hausse de prix. Les réactions violentes de la population ont fait déjà reculer le gouvernement il n'y a pas si longtemps lorsqu'il a voulu augmenter les prix des transports publics.



Abidjan: Chauffeurs de taxi
en grève

Ces gens-là, là haut, n'ont aucune pitié pour les pauvres, ils sont capables de les laisser crever la bouche ouverte. Mais ils ont en même temps peur d'eux, car ils savent que le jour où la misère et la colère mettront en mouvement tous les pauvres, leurs "brigades anti-émeutes" seront balayées comme des fétus de paille et plus personne ne pourra défendre leurs belles villas et leurs coffres-forts.

Ce n'était pas encore le cas cette fois -du moins, pas jusqu'ici. Ceux qui ont réagi en premier ont été insuffisamment nombreux. Etant donné le mécontentement général, ils auraient peut-être pu en entraîner d'autres. Mais ils n'étaient pas organisés pour cela, et leur combativité s'est émoussée face à une police qui, elle, est organisée, savait ce qu'elle voulait et était

capable de se déplacer d'un "point chaud" à un autre, et de les briser les uns après les autres.

Les possédants maintiennent leurs forces de répression mobilisées en permanence. L'armée des pauvres est confrontée à la nécessité de se mobiliser dans le feu de l'action. C'est évidemment plus difficile, car les premiers mobilisés peuvent être dispersés et découragés avant que les seconds les rejoignent. Ce problème est surmontable. Les premiers à se lancer peuvent avoir pour stratégie de consacrer leurs forces à aller chercher les autres, dans les entreprises, sur les chantiers, dans les quartiers populaires -un peu comme les étudiants et les élèves savent parfois le faire, en allant d'école en école- au lieu de se fixer trop tôt sur un nombre limité de barricades, immobiles et vulnérables, ou au lieu de s'épuiser dans des affrontements inégaux avec les brigades d'intervention. Oui, tout cela est possible, mais cela nécessite une organisation.

Ce qui manque aux travailleurs, aux couches populaires, c'est précisément une organisation qui se place entièrement du point de vue de leurs intérêts, qui soit prête à réagir lorsque les riches ou les gouvernants prennent des mesures inacceptables qui aggravent la misère. Sans la colère collective des classes populaires qui, seule peut donner la force nécessaire pour faire reculer ceux d'en face, une telle organisation serait impuissante. Mais sans une telle organisation, même les coups de colère les plus violents des pauvres peuvent n'aboutir qu'à des succès momentanés, remis en cause par le pouvoir dès que le rapport des forces aura changé.

Or aucun parti, aucune force, en particulier politique parmi celles qui ont pignon sur rue n'est au service des travailleurs et des classes populaires, ni en permanence, ni même

illustration frappante.

Il n'est évidemment même pas la peine de parler du parti au pouvoir. Mais il n'était pas plus question pour les partis d'opposition de donner aux masses pauvres les moyens de se défendre. Les leaders se sont prudemment tus. Mais même les quelques seconds couteaux qui se sont manifestés, ou encore les journaux de l'opposition qui se sont permis de dénoncer les hausses des prix, se sont contentés de se démarquer des mesures et en ont profité pour critiquer le gouvernement. Leur seul objectif, c'est de profiter de l'occasion pour augmenter l'électorat, les uns, de Gbagbo, les autres, de Ouattara.

Mais ni Gbagbo, ni Ouattara ne veulent donner aux masses populaires le goût de se battre et surtout, les moyens d'être efficaces. Ils veulent bien tirer un profit électoral du mécontentement pour être élus en l'an 2000, mais l'un comme l'autre préférerait ne pas être élu, plutôt que de l'être sous la pression des masses révoltées, ou même en suscitant parmi elles trop d'espairs. Car ces gens-là savent très bien qu'une fois au pouvoir, ils gouverneront au profit des riches, des grands trusts et qu'ils auront à prendre le même genre de mesures que prennent Bédié et consorts. Alors, ils ont tout aussi peur des masses qui se battent que ceux qui accaparent aujourd'hui le pouvoir.

Voilà pourquoi, il faut aux

travailleurs un parti à eux. Un parti qui ne pense pas, pour agir, aux intérêts des riches, de leurs affaires et de leurs profits, mais à ce qui est nécessaire aux pauvres.

Un parti qui soit parfaitement conscient qu'il n'y a pas un "intérêt national" au-dessus de tout; qu'entre les riches et les pauvres, entre les capitalistes et leurs travailleurs exploités, il faut choisir -et dont le choix fondamental serait le camp de ces derniers. Un parti qui n'hésiterait pas à se battre pour des mesures assurant le nécessaire aux travailleurs, même s'il faut pour cela prendre dans les profits et les richesses des plus riches.

Il faut enfin aux travailleurs un parti qui ne se contente pas de prendre la défense verbale des travailleurs, mais qui ait la volonté d'organiser leur combat.

Les masses pauvres ont su, à plusieurs reprises dans le passé, répliquer à certaines des innombrables ignominies du gouvernement et des riches, par des réactions spontanées. Elles le feront encore dans l'avenir -et c'est là l'espoir. Mais il faut en même temps que des femmes et des hommes, des jeunes, qui sont révoltés par les inégalités criantes dans ce pays, par les injustices, l'oppression et la corruption, sachent s'associer pour créer un parti dont l'ambition ne serait pas de gouverner au nom des riches, mais d'organiser les travailleurs et les pauvres en force politique.

COTE D'IVOIRE

LA MISERE MORALE, SES VICTIMES ET SES RESPONSABLES

Un journal local a récemment consacré un long article sur une sombre histoire de sorcellerie. Le journaliste très superstitieux, ne tarit pas d'éloges envers un "guérisseur" dont il fait la promotion. Il est tellement

admiratif devant cet individu pourtant méprisable, qu'il fournit son adresse pour que des gens y aillent se faire plumer.

Ce truand déguisé en guérisseur profite de la détresse et de la

naïveté de ceux qui viennent recourir à son service. Cette fois la victime est une femme qui a du mal à avoir un enfant. Eh bien, cet individu réussit à lui faire croire que ce sont ses propres frères cadets, des gamins âgés de sept, huit et dix ans qui l'empêchent d'enfanter. Ils agiraient ainsi sur recommandation d'une confrérie de sorciers à laquelle ils sont censés appartenir. Dans la même lancée, ce fameux guérisseur réussit un autre exploit: faire arrêter une vieille dame sans défense, qui selon lui ne pourrait-être que sorcière puisqu'elle se serait révélée complice des gamins en osant leur apporter aide et protection.

Les trois enfants ainsi que la vieille dame ont été maltraités, ligotés et déshabillés en public, photos du reporter à l'appui. "Voyez

vous-mêmes la maison que j'habite. Ce sont des personnes que j'ai guéries qui l'ont meublée et qui l'ont équipée avec des appareils électro-ménagers", déclare ce truand. Ce qui est très grave, c'est que ce genre de cas est tellement fréquent qu'il devient presque banal.

Visiblement, l'ignorance, la superstition et tout ce qui tire la société en arrière sont loin de reculer dans ce pays. Mais comment s'en étonner puisque les intellectuels qui écrivent dans les journaux, eux qui ont pourtant le privilège d'accéder à l'éducation, à la science et à la culture, non seulement ne dénoncent pas les pratiques obscurantistes, mais au contraire acceptent de mettre leur savoir au service de cet obscurantisme le plus rétrograde.

MALI-MAURITANIE-SENEGAL

LE CAPITALISME EN CRISE ENGENDRE LE BANDITISME.

Le 2 août dernier, des chefs coutumiers originaires de plusieurs localités de la région de Kayes habitant à Paris ont organisé une manifestation allant de la Place Montparnasse jusqu'à l'ambassade du Mali. Il y a eu environ deux mille travailleurs qui sont venus pour protester contre l'insécurité qui règne dans leur région. Par cette action ils réclament aux autorités maliennes d'assumer leurs responsabilités en assurant la sécurité des voyageurs sur les routes ainsi celle des habitants dans les villages éloignés des grandes villes.

En effet depuis le début de l'année, au Mali comme au Sénégal, tout le long du fleuve Sénégal, les voyageurs qui circulent d'un coin à l'autre de la région du fleuve sont souvent attaqués par des bandits. Et si certains protestent et osent résister ils sont froidement

abattus. C'est ainsi qu'il y a eu beaucoup de victimes, en particulier des travailleurs immigrés qui rentraient en vacances dans leurs villages, évidemment avec des cadeaux et de l'argent à remettre à divers membres de la communauté villageoise.

Nous avons signalé dans nos dernières éditions que la multiplication des attaques de ces bandits a créé une tension entre les populations Peul et Soninké. En particulier, depuis les événements de 1989, le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie a créé une situation de tension. La population négro-africaine de la Mauritanie en majorité Peul et éleveur, a été obligée de se réfugier de l'autre côté du fleuve au Sénégal et au Mali. Et certains des ces réfugiés se sont constitués en bandes armées pour aller récupérer leur bétail et leurs biens qu'ils ont abandonnés dans la précipitation. Et parmi

ceux-là, certains membres des bandes armées se sont transformés en bandits et s'en prennent à la population.

En plus de cela il y a les conflits habituels et ponctuels entre éleveurs et cultivateurs. Mais ces petits conflits passagers étaient jusqu'ici réglés à l'amiable par les responsables de deux communautés.

Maintenant, avec la crise, l'augmentation du chômage, la cherté de la vie, les actions des bandits en général deviennent plus fréquentes. Et ces derniers s'attaquent plus à la population sur la route et dans les villages. Il se trouve que parmi les victimes les Soninkés sont les plus touchés. Tout cela est lié à la situation économique et politique dans ces deux pays. Le problème c'est que cette situation a commencé à créer des conflits violents entre les Peuls et les Soninkés.

Du côté malien, lorsque les habitants d'un certain nombre de villages réclament de l'Etat malien la sécurité de la population, comme à leur habitude les autorités ont fait la sourde oreille. Il a fallu que les habitants de certains villages commencent à s'organiser pour assurer leur propre sécurité pour que l'Etat commence à faire quelques gestes. En particulier l'arrestation de Mamadou Thiam, chef d'un réseau de gangs bien organisé, ainsi que ses complices, a été annoncée à grands coups de trompette.

Et récemment lorsque des chefs coutumiers de plusieurs localités de la région de Kayes à Paris ont décidé de manifester, le gouvernement a envoyé ses représentants pour les en dissuader car cela salirait l'image de l'Etat. Les représentants des travailleurs ont refusé de les rencontrer.

Certes, à l'heure actuelle la tension ne semble pas augmenter. Mais cela n'empêche pas que certains démagogues, députés ou des politiciens d'origine Soninké attisent le feu en déclarant que le gouvernement est monopolisé par des Peuls et d'autres balivernes de ce genre.

Pour les travailleurs ce n'est pas dans leur intérêt de se laisser embarquer par de telle propagande. Le responsable de cette situation c'est le capitalisme. C'est lui qui engendre le chômage et la vie chère et ses conséquences comme la délinquance, la prostitution et le banditisme.

Si dans cette histoire le gouvernement porte lui aussi sa part de responsabilité ce n'est pas parce le pouvoir serait dans les mains des seuls Peuls -ce qui n'est pas le cas -mais parce qu'il est localement le représentant de ce système odieux qui permet à une toute petite minorité d'accumuler richesses et privilèges, alors que la grande majorité crève dans la misère de plus en plus grande.

SENEGAL

LES REQUINS DE L'IMPORTATION DU RIZ SE FROTTENT LES MAINS

Depuis la libéralisation de l'importation du riz au Sénégal, survenue à la fin de l'année 1995, les négociants qui se sont jetés sur cette affaire juteuse s'en frottent les mains et amassent des milliards.

Rien qu'en 1998, le Sénégal a

importé plus de 500 000 tonnes de riz; ce qui fait de ce pays le troisième importateur du riz derrière le Nigéria et la Côte d'Ivoire. Sachant que la valeur du marché national du riz est estimée à plus de 85 milliards de francs

CFA, on imagine que la libéralisation de l'importation de cette denrée a fait plus d'un heureux parmi les hommes d'affaires du coin.

Jusqu'en 1995 c'est en effet l'Etat qui, par l'intermédiaire de la CPSP (Caisse de Péréquation et de stabilisation des Prix), avait le monopole de l'importation du riz. La famille d'Abdou Diouf ainsi que des clans proches du pouvoir avaient la haute main sur cette organisation. Cela avait fini par faire des jaloux jusque dans le principal parti d'opposition. C'est ainsi que le PDS de Wade faisait de cette libéralisation un des points de son programme électoral. Même les commerçants de Sandaga (le grand marché de Dakar) avaient mené plusieurs actions, y compris celle symbolique de baisser le rideau de leurs boutiques pour avoir le droit d'importer eux-mêmes directement le riz. Ils étaient soutenus par l'Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal.

Mais ce sont surtout les injonctions du FMI qui ont mis fin à la CPSP dans ce pays tout comme pour la Caisse de Stabilisation

(Caistab) en Côte d'Ivoire. En échange de nouveaux prêts les dirigeants des pays impérialistes qui chapeautent le FMI imposent aux pays pauvres un certain nombre de mesures telles que la diminution du nombre de fonctionnaires, la réduction des budgets dans les secteurs sociaux comme les hôpitaux ou l'éducation, de même que la privatisation des entreprises d'Etat ainsi que l'abandon des monopoles d'importation de denrées alimentaires ou de ramassage des produits de récoltes pour l'exportation.

Aujourd'hui il y aurait un total de seize négociants se partageant le gâteau de cette filière du riz. Ils étaient au nombre de 20 en 1996. Les plus petits ont déjà été avalés par plus gros qu'eux. Le monopole qui était dans la mains de l'Etat est devenu un quasi-monopole entre quelques privés dont certains n'ont fait que changer de casquette.

Quant aux consommateurs et plus particulièrement les plus pauvres, ils continueront comme par le passé de payer le riz très cher.

REGULARISATION IMMEDIATE DES SANS-PAPIERS !

Le 21 août dernier, à l'initiative du "Collectif des sans-papiers", a eu lieu à Paris une manifestation pour revendiquer, entre autres, "des papiers pour tous", la libération des sans-papiers emprisonnés pour avoir défendu leurs droits, ainsi que "la fermeture immédiate des centres de rétention".

Ce n'est pas par hasard que cette date a été choisie pour la manifestation. Il y a en effet trois ans, à la même période, que l'église Saint-Bernard était occupée pendant plusieurs semaines par des sans-

papiers pour exiger du gouvernement Juppé la régularisation de leur



Manifestation des sans-papiers à Paris

situation. Ils en étaient chassés manu militari.

Mais après le retour de la gauche au gouvernement à la faveur des élections anticipées de 1997, celle-ci a poursuivi la même politique que celle de la droite. Et cela est d'autant plus révoltant que la régularisation des sans-papiers était une des promesses de la gauche lors de ces élections. Sur les 140.000 sans-papiers qui ont demandé leur régularisation, 63.000 ont vu leurs demandes rejetées.

Des dizaines de milliers de personnes sont condamnées ainsi à vivre dans la peur permanente d'être expulsées à tout moment. Elles sont obligées de survivre grâce à la solidarité des connaissances ou à un travail au noir. Dans ce dernier cas, non seulement elles se font exploiter sans merci mais elles prennent des risques sans la moindre protection. C'est ainsi que la presse a récemment parlé de la mort d'un sans-papier d'origine marocaine employé au noir comme maçon dans une entreprise. Quand il a été écrasé par une machine, son employeur déclinait toute responsabilité en pas !

Voilà à quoi peut aboutir cette situation scandaleuse imposée aux sans-papiers par le gouvernement Jospin. C'est une situation

insupportable qui peut amener certains à commettre un acte désespéré, comme cela a été le cas d'un sans-papier d'origine polonaise qui s'est suicidé, selon la presse.

La politique du gouvernement de la gauche plurielle est écoeurante. D'un côté ce gouvernement se met à plat ventre devant les patrons auxquels il accorde toutes sortes de cadeaux. De l'autre il se montre intraitable avec la fraction la plus faible des travailleurs, en prenant en compte la politique démagogique de la droite et de son extrême.

Eh! bien, pour que le problème des sans-papiers ne tombe pas dans l'oubli en laissant la porte ouverte à toutes sortes d'abus, ceux-ci et le collectif qui les soutient ont raison d'exercer une contre-pression sur le gouvernement en prenant des initiatives comme cette récente manifestation.

Dans le même temps est partie de Toulouse une autre manifestation de protestation dont l'arrivée à Paris est prévue pour le 30 septembre. Il faut que nous soyons nombreux à nous joindre à cette manifestation pour répéter au gouvernement que la situation des sans-papiers est intolérable et qu'il faut y mettre un terme au plus vite.

AFRIQUE

LA MISERE POUSSE DES JEUNES A L'EXIL

Au début d'août dernier, deux jeunes écoliers guinéens qui avaient désespérément tenté d'immigrer en Belgique pour fuir, selon leurs propres termes, la faim et la misère qui règnent dans leur pays, étaient retrouvés morts dans le train d'atterrissage de l'avion.

C'est la situation catastrophique dans laquelle vivent les jeunes qui voient leur horizon

bouché et leur avenir incertain, qui les pousse à tenter de s'exiler, même dans des pires conditions, parfois mortelles.

Les dépouilles de ces deux jeunes rapatriées à Conakry furent l'occasion pour certains dirigeants de verser des larmes de crocodile. Ce sont pourtant eux-mêmes, les dirigeants africains, qui sont en partie responsables de cette

situation de misère qui sévit de façon endémique sur le continent.

En effet, en Afrique, parvenir à se hisser dans l'appareil d'Etat comme ministre, député, directeur général, bref, être haut placé est un moyen idéal pour s'enrichir. C'est un poste lucratif où l'on peut puiser presque impunément dans les caisses de l'Etat pour son propre compte. Tout l'appareil d'Etat, de haut en bas est pourri et corrompu. Les dirigeants volent, de façon éhontée, au su et au vu de tout le monde. La plupart de ces voleurs demeurent impunis, ce qui les encourage à recommencer à piller les biens publics.

Ainsi, presque rien ne marche en Afrique. Les hôpitaux par exemple, par manque de médicament, sont devenus dans la plupart des pays africains, les mouiroirs. Quant aux ordonnances délivrées par des médecins, la plupart des patients ne peuvent pas les payer, car c'est hors de portée pour leurs petites bourses. Alors, les maladies, mêmes les plus bénignes comme la dysenterie et le paludisme font des ravages.

Quant à l'éducation nationale, le budget qui lui est attribué est ridicule par rapport aux besoins, alors que celui de l'armée est proportionnellement plus grand. L'enseignement est laissé à son sort. Les rares salles de classe qui existent sont surchargées et tombent en ruines, par faute d'entretien. On construit des nouvelles au compte-gouttes.

Alors, pour pallier ce manque, les cours sont dispensés, dans les

quartiers populaires, sous des hangars ou même sous des arbres. Et pourtant on continue à réclamer des impôts aux populations laborieuses.

Partout la misère s'installe et les jeunes ne trouvent aucune issue pour l'avenir. Alors ils tentent désespérément d'aller ailleurs dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Ceux de l'Afrique ne sont pas les seuls. Partout, dans les pays sous-développés, des milliers de gens tentent, chaque jour, de fuir leur enfer. Comme les deux jeunes Guinéens, certains choisissent l'avion ou le bateau, en se cachant dans la cale, au milieu de la quinzaine, au risque de leur vie; d'autres n'hésitent pas à se laisser enfermer dans des camions citernes, au risque de mourir asphyxiés. D'autres encore envahissent chaque jour les ambassades des pays occidentaux, dans l'infime espoir de décrocher un hypothétique visa, etc.

Les pays impérialistes sont aussi et en premier lieu responsables de cette situation que connaît l'Afrique. A force de piller les ressources naturelles de ce continent, par l'intermédiaire de leurs valets locaux qu'ils ont mis en place, ils continuent d'appauvrir ce continent. Les richesses continuent de s'accumuler à un pôle, la pauvreté s'installe à l'autre.

La véritable cause de l'arriération économique, de la pauvreté et de la misère de l'Afrique se trouve là. Tant que le système capitaliste domine le monde, il ne peut y avoir un espoir de vie meilleure pour les exploités, les pauvres, non seulement d'Afrique, mais aussi ceux d'autres continents.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.